

**CONVOCAATION**  
pour la séance plénière extraordinaire du  
**vendredi 19 janvier 2018**  
**à 11h30**

---

**ORDRE DU JOUR**

---

**Projets de loi**

- 1) **51.628**      Projet de loi sur les marchés publics  
(*Amendements parlementaires du 8 janvier 2018*)  
(doc. parl. 6982)
- 2) **51.878**      Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière et portant modification :
1. du Code de la sécurité sociale ;
  2. de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;
  3. de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales ;
  4. de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public « Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation » ;
  5. de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public « Laboratoire national de santé » ;
  6. de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient ;
  7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État
- (*Amendements parlementaires du 9 janvier 2018*)  
(doc. parl. 7056)
- 3) **52.236**      Projet de loi portant
1. transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ;
  2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n° 1781/2006 ;
  3. modification de :
    - a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
    - b) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;
    - c) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
    - d) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;
    - e) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
    - f) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
    - g) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;

- h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office ;
- i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
- j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit

(doc. parl. 7128)

### **Projets de règlement**

- 4) 51.675**      Projet de règlement grand-ducal portant exécution de la loi du XX XXXX XXXX sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988  
(*Amendements gouvernementaux du 21 novembre 2017*)
  
- 5) 52.254**      Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 16 juin 2011
  - a) concernant les modalités relatives à l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et fixant les sanctions des infractions aux dispositions
    - 1) du règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) n° 3821/85 et (CE) n° 2135/98 du Conseil et abrogeant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil et
    - 2) du règlement (CEE) n° 3821/85 modifié du Conseil des Communautés Européennes concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route, et
  - b) modifiant
    - 1) le règlement grand-ducal du 15 mars 1993 portant exécution et sanction du règlement (CEE) n° 881/92 du Conseil des Communautés Européennes du 26 mars 1992 concernant l'accès au marché des transports par route dans la Communauté exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre ou traversant le territoire d'un ou plusieurs États membres,
    - 2) le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points et
    - 3) règlement grand-ducal modifié du 8 août 2000 déterminant le contenu de l'instruction préparatoire aux examens du permis de conduire ainsi que de l'exercice de la profession d'instructeur de candidats-conducteurs
  
- 6) 52.298**      Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> juillet 2008 déterminant le statut des volontaires de l'armée